

28 JUILLET 1914

15

7

E 2001, Archiv-Nr. 719

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann*

RP

Paris, 28 juillet 1914

Ce matin de bonne heure, j'ai rencontré l'Ambassadeur d'Allemagne, M. de Schoen, qui m'a pris dans son automobile (il allait chez son dentiste), et voici le résumé de ce qu'il m'a dit:

«Je répète sur tous les tons au Ministère français des Affaires Etrangères que nous voulons la paix: le Gouvernement, l'Empereur et l'immense majorité du peuple allemand veulent la paix. J'ai dit et répété au Quai d'Orsay, jusqu'à trois fois par jour, depuis mon retour à Paris, vendredi, que nous étions prêts à coopérer à tout ce qui serait fait pour tâcher d'empêcher le conflit austro-serbe de s'étendre. J'ai dit que nous ne croyions pas à l'efficacité d'une conférence proprement dite, mais qu'on pourrait causer par l'entremise des ambassadeurs à Londres ou ailleurs, et que nous nous prêterions à cette procédure, si on ne trouve pas mieux. J'ai ajouté que pour ma part, je donnerais la préférence à une action commune franco-allemande, la France déclarant comme l'Allemagne et l'Allemagne déclarant comme la France leurs volontés pacifiques et leur intention d'agir partout où besoin sera en vue d'apaiser le conflit austro-serbe ou en vue de le localiser. Je crois qu'on a fini par me comprendre au Quai d'Orsay, bien qu'on y insiste toujours pour que l'Allemagne arrête le bras de l'Autriche et bien qu'on paraisse croire au Quai d'Orsay qu'il n'y a rien d'autre à faire. On paraît penser au Quai d'Orsay que c'est nous seuls qui devons agir en menaçant Vienne. Dans ma conviction, si l'on veut brusquer les choses à Vienne en ce moment, on y rencontrera des «têtes carrées», des gens butés. Tous, tant les uns que les autres, devons chercher à créer partout une atmosphère pacifique: les Français, comme nous d'ailleurs, mais particulièrement les Anglais et surtout les Français, devront agir à Pétersbourg pour faire comprendre, si possible, que la politique slavophile n'est plus de notre époque. Pourquoi les Russes seraient-ils obligés d'intervenir dans les affaires serbes en faveur des Serbes alors que l'Allemagne ne songe pas à intervenir en faveur des Allemands des Provinces baltiques et en général en faveur des populations de race germanique en dehors de l'Allemagne? La voix de l'Europe, sa fortune et sa suprématie dans le monde sont en jeu. Cela vaut la peine que les Français et les Allemands qui, au fond veulent la paix, le proclament, et cela comme ils le pourront, et de bonne foi, et de concert, pour tâcher de sauver la paix. Nous ne pouvons pas crier plus haut que nous ne l'avons fait et proclamer plus clairement que nous ne l'avons fait nos intentions et notre désir de collaboration. Espérons que par de petites réticences et de petites réserves de procédure, on n'entravera pas ici ces efforts. Exiger que nous brusquions Vienne en ce moment, cela risque d'aller à contre but, car nous connaissons le terrain à Vienne.»

M. de Schoen n'a pas de détails sur les tentatives anglaises; il sait simplement que l'Angleterre essaie, de son côté, avec une parfaite bonne foi, une combinaison quelconque: conversations entre ambassadeurs à Londres, médiation d'une puissance, etc. On semble se palper sans que rien n'ait pris corps jusqu'à présent. Cette action anglaise n'est d'ailleurs pas contradictoire avec l'idée allemande d'une action commune franco-allemande avec proclamation publique des intentions pacifiques de Paris et de Berlin.

M. de Schoen croit que si la Russie a inspiré la réponse serbe à l'ultimatum autrichien, elle a aussi inspiré les réserves que ce document contient. Il convient de ne pas être naïf.

D'autre part, il ne faut en aucun cas désespérer. Il y a encore les plus grandes chances pour qu'on trouve une satisfaction, d'amour-propre ou autre, à donner à l'Autriche et qu'ainsi on préserve l'Europe d'un incendie. Il faut donc éviter tout ce qui peut inquiéter. Comme la Suisse peut passer pour recevoir des confidences de tout le monde, il semble désirable qu'elle ne prenne pas de précautions militaires ou autres pouvant faire supposer qu'on considère à Berne la guerre comme inévitable et imminente. Dans l'inquiétante période actuelle, de telles mesures pourraient nuire sérieusement aux tentatives en cours, tentatives qui devraient pouvoir aboutir.

Cela n'a pas empêché M. de Schoen d'ajouter que si, contre attente, ces efforts échouaient et si la guerre ne pouvait être évitée, il désirerait savoir comment on a procédé en 1870 pour la protection des Allemands en France. Il m'a demandé de pouvoir m'envoyer un de ses collaborateurs ou le Ministre de Bavière, qui est président de la Société allemande de bienfaisance, pour être renseigné, puisque je suis probablement un des seuls qui ait pratiqué la chose il y a 44 ans. M. de Schoen m'a donné d'ailleurs à entendre que la protection des Allemands serait probablement confiée à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, ce qui m'a fait, intérieurement, pousser un fort soupir de soulagement. M. de Schoen pense que, par le seul fait de la mobilisation française, tous les transports de voyageurs par chemins de fer seront arrêtés nets et qu'ainsi il ne sera plus possible, comme en 1870, de rapatrier les Allemands du Nord par la Belgique ou l'Angleterre ou les Allemands du Sud par la Suisse. Il faudra donc probablement se borner à mettre les crédits nécessaires à la disposition de l'ambassade tierce qui aura la protection des Allemands: elle devra les assister en argent sur place, à moins que l'on ne donne suite à l'idée de les interner dans quelque ville de l'Ouest (Normandie, Bretagne), lorsque les lignes de chemins de fer seront déchargées.

Ce post scriptum a quelque peu atténué chez moi les affirmations optimistes du début de notre entretien.

A l'Ambassade d'Italie, j'ai appris que M. Tittoni faisait une croisière en Norvège et employait ses vacances à déchiffrer à bord les télégrammes qu'on lui envoie. On suppose qu'il débarquera aujourd'hui à Bergen et rentrera directement à Paris. Le Conseiller m'a affirmé catégoriquement que ni à Rome ni à Berlin on n'avait reçu communication préalable du texte, ni même du ton général de l'ultimatum autrichien. On savait que l'enquête contre les assassins de Sarajevo don-

nait des résultats impliquant la coopération de fonctionnaires et de militaires serbes; la propagande serbe parmi les Slaves de Hongrie et la tension austro-serbe étant notoires, on s'attendait à un éclat, mais on a été tout à fait surpris à Rome de la raideur de l'ultimatum. L'Ambassade est tenue régulièrement au courant par télégraphe des démarches de Sir Edward Grey: l'Italie les appuie, mais on ne trouve pas encore la forme précise, en sorte que ni les réunions d'ambassadeurs à Londres, ni surtout une médiation de l'Italie n'ont pris corps. On espère à Rome que la Russie ne s'emballera pas en faveur des conspirateurs serbes et ne prendra pas des mesures irrémédiables menaçant la paix de l'Europe et on croit savoir que dans le monde officiel russe la sympathie est médiocre pour les révolutionnaires serbes. Cela engage à ne pas désespérer.

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie Szecsen me dit que tout dépend de la Russie. Si l'Autriche-Hongrie lui avait demandé depuis des mois de faire casser les menées révolutionnaires des Serbes dans le sud de la Hongrie et les manœuvres de fonctionnaires serbes allant jusqu'à l'assassinat de l'archiduc héritier, François-Ferdinand, la Russie aurait répondu: «Adressez-vous à Belgrade, la Serbie est un Etat indépendant.» Aujourd'hui que l'Autriche demande compte à la Serbie de son attitude, pourquoi la Russie s'en mêlerait-elle? L'Autriche ne reconnaît pas à la Russie un protectorat sur les Slaves de Serbie, de Bohême ou d'ailleurs. L'ultimatum autrichien était très raide incontestablement, mais la réponse serbe est un trompe l'œil: les Serbes se sont réservés partout des échappatoires, notamment en ce qui concerne la coopération d'Autrichiens aux enquêtes pénales; le Roi de Serbie n'a peut-être pas oublié que lorsque son grand-père a été arrêté et jugé en Hongrie pour assassinat d'un Obrenovitch, nous avons admis la participation de magistrats serbes à l'enquête et au procès. Que la Russie nous laisse régler nos comptes. Nous n'écraserons pas la Serbie, mais si l'on nous menace militairement de Pétersbourg, des conversations amicales ne pourront pas avoir lieu. Nous croyons encore que l'empereur de Russie, qui ne doit aimer ni les révolutionnaires, ni les assassins, ne mettra pas l'Europe à feu et à sang pour des assassins serbes. La paix de l'Europe dépend de lui et non pas de nous.

L'ancien Président du Conseil Ribot, que j'ai trouvé ce matin en train de déménager, a eu la bonté de me faire entrer quand même dans son cabinet de travail à peu près sans meubles. Je lui ai exposé ce qu'on m'avait dit aux Affaires Etrangères et aussi ce que Schoen m'avait dit ce matin (Schoen ne m'a pas imposé le secret et, somme toute, il doit plutôt désirer que son point de vue conciliateur ne soit pas mis sous le boisseau). M. Ribot m'a dit que, dans ces conditions, la France et l'Allemagne, secondées par l'Angleterre, devaient pouvoir empêcher l'incendie de s'étendre. Il ne verrait pas d'inconvénients à ce que Paris et Berlin proclament publiquement leurs intentions pacifiques afin d'asseoir, sur une base quelque peu solide, les pourparlers généraux; il verrait quelque danger à une action exclusivement franco-allemande et pense qu'il est préférable que ces deux Puissances soient secondées par l'Angleterre et l'Italie par exemple; cela éviterait de mettre certains interlocuteurs en présence et cela permettrait de faire dire telle ou telle chose par le tiers anglais ou italien. Il ne faut pas méconnaître à Berlin que la

situation de la Russie et celle de l'Autriche ne sont pas identiques. L'Autriche a mobilisé et est peut-être en guerre en ce moment avec la Serbie; la Russie n'a rien mobilisé. C'est donc l'Autriche qui est sur le devant de la scène; la Russie n'est que sur le second plan, l'Allemagne et la France ne venant qu'au troisième et quatrième plan. On n'a donc pas tort de soutenir au Quai d'Orsay que c'est avant tout à Vienne que l'on doit agir. Cela n'empêche pas qu'avec du doigté on peut s'adresser aux uns et aux autres pour calmer; on devrait pouvoir aboutir car l'Autriche a obtenu l'humiliation de la Serbie et devrait accepter des conversations afin de ne pas mettre l'Europe en feu pour des nuances relativement secondaires; à Pétersbourg on devrait faire le même raisonnement et se rappeler que certains Serbes ne sont pas intéressants. Le Gouvernement français comprendra-t-il cela? Viviani, quand il sera de retour, pensera-t-il à autre chose qu'au discours à faire? Que sait-il de la politique étrangère et de la manière dont il faut prendre les divers hommes qui la dirigent en Europe? M. Poincaré vaut mieux ... n'est pas encore un Metternich. Puisque l'Allemagne veut la paix, il semble que l'empereur Guillaume devrait pouvoir annoncer à Vienne qu'il n'entend pas engager l'existence de l'Allemagne sans un échange de vues; on ne pourrait pas lui refuser à Vienne cette conversation; après tout ce que l'Autriche a obtenu des Serbes, c.-à.-d. indirectement de la Russie, on devrait pouvoir obtenir de l'Autriche qu'elle n'insiste pas au delà de certaines limites. Il ne faut évidemment pas s'entêter à exiger que l'Allemagne commence par tout faire à Vienne avant que la France parle à Pétersbourg. Chacun peut agir de son côté en sachant de part et d'autre mettre de l'huile dans les rouages. On ne devrait pas oublier à Berlin que la situation de la France n'est plus celle de 1870; même en 1870, si la Russie était entrée en ligne à la fin de la guerre, les choses auraient pu changer de face. Actuellement, si l'Allemagne force notre première ligne de défense et même notre seconde ligne, nous ne traiterons pas, nous attendrons trois mois et six mois, et la Russie avec ses réserves d'hommes inépuisables, finira bien par jouer un rôle décisif; l'Allemagne n'étant pas maîtresse de la mer, ne pourra indéfiniment nourrir 70,000,000 d'habitants; la France au contraire saura s'approvisionner par l'océan. L'essentiel est, aujourd'hui, que de part et d'autre on fasse, où besoin sera, tout ce qu'on peut pour calmer.

Le Ministre de Belgique vient de nouveau m'assurer que la Russie n'est pas prête et que cela doit calmer Paris.

Le Ministre des Finances ne paraît pas avoir tenu les propos que vous m'avez téléphonés à 5 heures. Il a reçu beaucoup de financiers, mais ce sont eux qui lui ont fourni des renseignements, car il est très nouveau dans le métier.

Dans la haute finance, on a reçu cet après-midi plusieurs téléphones de Berlin d'après lesquels la tendance belliqueuse gagne du terrain même dans le monde financier: plusieurs grands chefs de la finance allemande trouvent qu'une guerre est peut-être une solution comme une autre à la longue stagnation des affaires. Ces impressions belliqueuses d'une partie de la haute finance berlinoise inquiètent ici les cercles financiers, car c'est la première fois qu'elles se produisent.